

CONFERENCE SUR LE DEVELOPPEMENT DU LIVRE EN AFRIQUE

3-5 octobre 2011 en Nairobi, Kenya

Note conceptuelle

Introduction et historique

1. Le livre et l'éducation sont des secteurs stratégiques pour l'acquisition des connaissances, compétences/aptitudes et qualifications critiques dans le monde du travail. Entre les trois compétences que sont la lecture, l'écriture et le calcul, la lecture est celle qu'il est fondamental d'acquérir, car elle détermine dans une large mesure la réussite dans les deux autres. Elle permet également l'accès à un large éventail d'opportunités d'apprentissage dans les écoles et les autres domaines de l'existence comme la formation dans les cadres non formel et informel. Il est désormais prouvé qu'un tiers de ce que nous apprenons est acquis de manière informelle à condition de savoir lire et d'avoir accès à l'information. Les livres sont aussi un instrument important de la conservation et de la transmission de l'information et du savoir. Malheureusement, la production de livres et d'information en Afrique, comparée à celle d'autres continents, est dérisoire et ne répond pas aux besoins des consommateurs. Ainsi, il n'est pas surprenant de trouver le taux d'alphabétisation le plus bas du monde chez les jeunes d'Afrique subsaharienne. Dans la plupart des pays africains, les manuels et les matériels de lecture demeurent rares en milieu rural. Même lorsqu'ils sont disponibles, les livres et les matériels de lecture sont inaccessibles à la plupart de ceux qui en ont besoin, car ils ne sont généralement pas écrits en langues locales. Cela constitue un obstacle à l'apprentissage tout au long de la vie, l'un des concepts clés de la triennale. Sans l'opportunité d'apprendre, les gens ne se sentent pas habilités à participer pleinement aux activités économiques et sociales susceptibles de transformer leur vie et de les soustraire à la pauvreté. En effet, le rapport sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial note que « les travailleurs ayant reçu peu d'éducation formelle peuvent faire un travail manuel simple et trouvent beaucoup plus difficile de s'adapter à des processus et à des techniques de production plus avancés. Le manque d'éducation de base peut par conséquent devenir une contrainte au développement commercial ».

2. L'industrie du livre est stratégique pour l'acquisition de compétences et les efforts de développement, car une éducation de grande qualité dépend de la disponibilité et de la qualité des livres et des matériels éducatifs. En Afrique, les livres restent l'une des principales sources d'étude, précisément car la plus grande partie du continent est encore loin d'avoir accès aux formats électroniques, citons notamment les livres électroniques et les autres applications qui font partie du vocabulaire familial dans les pays développés. Les livres et l'éducation étant intrinsèquement liés, il est raisonnable d'affirmer que les livres sont indispensables à la qualité de l'éducation dans le monde et en particulier en Afrique. La conférence vise à proposer des idées pour alimenter le dialogue de la triennale et à attirer l'attention des décideurs sur le développement du livre qui est un défi majeur de la qualité de l'éducation dans les pays africains.

Contexte et justification

3. Le thème de la triennale 2012 qui doit se dérouler à Ouagadougou au Burkina Faso est : *Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment édifier et concevoir une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation.* Le thème constitue le prolongement de la biennale de Maputo organisée en 2008 ainsi que la reconnaissance des véritables défis auxquels sont confrontés les pays africains dans l'acquisition des connaissances et des compétences critiques. L'un des défis tangibles est l'absence d'une industrie du livre endogène dynamique et la disparition progressive de la culture de la lecture en Afrique. C'est précisément parce que les livres sont en nombre insuffisant. L'Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) notait en 1997 qu'en dépit de l'importance considérable des livres, ils ne sont toujours pas à la disposition de tous ceux qui en ont besoin. En raison du sous-développement et de la pauvreté (et d'une série de facteurs aggravants), de nombreux pays en voie de développement sont toujours incapables de fournir à chaque élève tous les manuels nécessaires. En fait, en Afrique, la grave pénurie de livres et de matériels éducatifs reste la règle plutôt que l'exception.

4. On peut attribuer l'origine de ce défi au fait que les secteurs de l'éducation et du livre sont généralement gérés par deux secteurs distincts dont les intérêts sont parfois conflictuels et que dans l'ensemble, il n'existe aucun consensus sur la façon dont les deux secteurs devraient se considérer et travailler harmonieusement dans un but commun. De fait, l'industrie du livre est en grande partie gérée par le secteur privé qui est orienté vers le profit et le secteur éducatif par les gouvernements qui sont à but non lucratif. Les gouvernements, à travers leurs ministères de l'Education, veulent généralement atteindre la qualité et l'équité dans l'ensemble des secteurs éducatifs. Malheureusement, il n'existe aucune directive claire sur la façon dont les deux parties prenantes pourraient travailler ensemble dans leur intérêt mutuel et au bénéfice du système éducatif.

5. De plus, très peu de pays africains ont répondu à l'appel lancé par l'Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) de mettre en place des Conseils nationaux de promotion du livre (CNPL). L'UNESCO soutient qu'une fois créés, les conseils fourniront les mécanismes de régulation indispensables au maintien de l'harmonie et à une coordination plus efficace et effective de la chaîne du livre. Il est par conséquent nécessaire d'organiser un forum rassemblant les différents groupes d'intérêt des secteurs du livre et de l'éducation, afin de mettre en place des stratégies qui seront éclairées par le fruit de discussions approfondies et qui conduiront, nous l'espérons, à l'établissement d'un consensus sur la voie à suivre sur les questions controversées qui continuent d'empoisonner les deux secteurs et sur la nécessité de mettre en place les CNPL. Réunir tous les décideurs et tous les acteurs clés du secteur du livre pour un dialogue politique sur le repositionnement stratégique du continent en vue de prendre le contrôle d'un secteur vital du développement pourrait conduire à la création d'un environnement propice permettant à la culture de la lecture de s'enraciner en Afrique.

Programme

6. Reconnaissant le rôle central de l'industrie du livre dans l'acquisition des compétences critiques, notamment dans l'apprentissage tout au long de la vie et le monde du travail, le groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif (GTLME), cherche à accueillir une conférence internationale de 3 jours du 3 au 5 octobre 2011 à Nairobi au Kenya, afin de réunir 60 participants, composés d'un large éventail de parties prenantes du secteur africain du livre et de l'édition, à savoir les représentants des ministères de l'Education, de la Culture, de la Justice, les partenaires du développement, les auteurs, les éditeurs, les imprimeurs, les libraires (distributeurs), et les représentants des bibliothèques et des Conseils pour la promotion du livre (CPL). La conférence est très étroitement liée à la triennale et offrira un forum pour le « dialogue » entre les parties prenantes sur les questions relatives aux rôles de la chaîne du livre dans le développement durable et les différents rôles et responsabilités que cette chaîne implique.

7. Les participants à la conférence : (i) examineront et discuteront du rôle de la chaîne du livre, en particulier les auteurs, les éditeurs, les imprimeurs, les libraires, les distributeurs, les bibliothécaires, les archivistes et les lecteurs, dans la mise à la disposition de tous des manuels et autres matériels éducatifs en Afrique, (ii) examineront et discuteront des rôles respectifs des gouvernements et des éditeurs du secteur privé et chercheront une définition claire de leurs mandats en vue d'un engagement futur, (iii) appelleront les acteurs continentaux et multilatéraux intervenant dans les secteurs de l'éducation et du livre (Union africaine, Banque africaine de développement, UNESCO et Banque mondiale) à donner l'impulsion indispensable pour convaincre de la nécessité d'apporter un soutien significatif au développement du livre à travers la mise en place de cadres de régulation sous la forme des Conseils nationaux pour la promotion du livre. La conférence sera structurée de façon à ce que les différents intérêts soient pris en compte et enfin, (iv) offriront un cadre politique et stratégique à la création d'un environnement propice au développement d'un secteur du livre capable de faciliter et de soutenir la lecture et l'apprentissage en Afrique.

8. Avant tout, la conférence offrira l'opportunité aux gouvernements et au secteur privé d'explorer certaines questions dont souffre l'industrie (et son développement) et d'élaborer par la suite des mandats clairs en vue d'engagements futurs. Il faut espérer que les « laboratoires d'idées » dans ces deux domaines parviendront à définir un plan d'action commun pour développer de façon significative l'industrie du livre en Afrique, de manière concertée, afin de réaliser des progrès pour enraciner une culture de la lecture qui favorisera l'éducation et la formation en Afrique.

Résultats attendus

9. Des analyses critiques seront entreprises sur les défis auxquels est confronté le développement du livre en Afrique et la façon dont ils affectent l'éducation et par voie de conséquence le développement national ; des recommandations appropriées sur la façon de relever ces défis seront formulées à l'attention des gouvernements, des institutions et des organisations pertinentes. La conférence proposera également une stratégie commune non seulement pour réaliser un développement déterminé du secteur du livre, mais aussi établir des partenariats entre les secteurs public et privé. Nous attendons les résultats suivants de la conférence : (i) des plans d'action pour la poursuite du soutien du GTLME de l'ADEA aux pays africains dans la formulation et l'examen des politiques du secteur du livre, (ii) des plans

d'action pour le renforcement des partenariats entre les gouvernements et les membres du Réseau des éditeurs africains (APNET) et de l'Association panafricaine des libraires (PABA) et, (iii) des plans d'action pour l'accélération de l'édition de livres et de matériels de lecture dans les langues maternelles nationales, en collaboration avec l'Académie africaine des langues, une agence spécialisée de l'Union africaine. Enfin, un document s'appuyant sur les résultats de la conférence sera préparé comme contribution à la triennale pour le dialogue politique et la prise de décision.